des Princes &c. Decembre 1746. 403 dent à la Diette de l'Empire, tenant ses séances à Ratisbonne. En voici la traduction.

A Majesté le Roi de Pruse s'apperçoit que l'on a conçu à la Cour Impériale, des idées qui différent des siennes, touchant la maniere d'obtenir de l'Empire, la garantie du Traité de Dicido. Elle a reçu néanmoins, avec une véritable satisfaction, l'assurance que Sa Maj. l'Impératrice-Reine lui a fait donner, de l'inébranlable résolution où elle cst. de remplir exactement les engagemens qu'elle a contractés par raport à cette garantie.

D'un autre côté, Sa Maj. Prussienne ne sauroit voir sans quelque peine, que Sa Maj. l'Impératrice veüille faire dépendre la garantie en question, d'un objet qui y est aussi étranger, qu'il en est éloigné, savoir, le renouvellement & l'accomplissement actuel de la Pragmatique-Sanction, & que l'on prétende faire aller de pair & du même pas, l'exécution de ces deux garanties. Elles n'ont toutesois aucune liaison l'une avec l'autre. La garantie du Traité de Dresde est astrainte à des objets tous dissérens de ceux ausquels se rapporte l'engagement de la Pragmatique-Sanction.

Par l'article VIII. de la Paix de Dresde, Sa Maj. l'Impératrice a pris sur elle la garantie de tous les Etats de Sa Maj. Prussienne sans exception. On y a stipulé de la part du Roi, la garantie de tous les Etats que Sa Majessé l'Impératrice possède en Allemagne. L'engagement antérieur que la Cour de Berlin peut avoir contracté par rapport à la Pragmatique-Sanction, & dont les circonstances, aussi bien que les conditions sont connuës du Ministère de Vienne, se trouve donc restraint aux seuls Etats que l'Impératrice-Reine posséde en Allemagne, sans que Sa Maj. Prussienne soit tenue de donner D d